



Dans les filières professionnelles, la difficile continuité pédagogique

La voie professionnelle, « dossier prioritaire » pour le ministère de l'Éducation, subit de plein fouet les restrictions actuelles. Analyse

Privés d'ateliers manuels, de stages et parfois d'apprentissages, les élèves des lycées professionnels et des centres de formation « décrochent » plus facilement que les autres.

Elle avait été érigée depuis 2018 en « priorité » par le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, elle est aujourd'hui en souffrance. Un temps promise à une reprise le 18 mai, à l'instar des collèges, la voie professionnelle est désormais suspendue aux précisions du 2 juin, comme les lycées généralistes.

Il y a pourtant urgence : fin mars, parmi ces 700 000 élèves, on comptabilisait 70 000 décrocheurs, soit 10 % des effectifs contre 4 % en moyenne en France. Des chiffres qui s'expliquent par des contraintes spécifiques et une série de déceptions, d'autant plus décourageantes que 42 % d'élèves en CAP et 28 % en bac professionnel subissent leur orientation (en dehors des filières au fort sentiment de vocation, dont l'agriculture ou la mode).

Fracture numérique

La continuité pédagogique a été ardue à assurer, d'abord pour des raisons matérielles, partagées par l'ensemble des élèves défavorisés : « Beaucoup d'élèves n'avaient pas d'ordinateurs, ont dû travailler sur leur téléphone portable, certains étaient obligés de se mettre sur le wi-fi des voisins, des supérettes », énonce Olivier Beaufrere, proviseur du lycée des métiers Louis Arnaud, dans l'Essonne, et membre du Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale (SNPDEN-UNSA).

« Le manque de moyens informatiques a été très problématique », confirme Nathalie Lictevout, formatrice dans un Centre de formation des apprentis (CFA) agricole, dans l'Indre-et-Loire. Mais des jeunes s'en sont servis de prétexte pour ne pas donner signe de vie. S'ils font le choix de la professionnalisation, c'est parce qu'en général, ils n'aiment pas trop l'école. Alors les mobiliser pour travailler seuls, chez eux, sur des diaporamas, sans discours de formateur... »

Privés d'ateliers et de stages

Dans les lycées professionnels, les ateliers industriels et les mises en situation représentent une part essentielle des enseignements. Difficile de s'épanouir, pour des CAP coiffures privés de pratique, des métiers de bouche privés de cuisine ou encore des futurs mécaniciens privés de garage. « On a tenté de pallier ce manque, en proposant des tutoriels, des vidéos, des défis à relever, afin de maintenir un contact, mais on ne peut pas considérer cela comme une continuité des enseignements », regrette Olivier Beaufrere.

« En temps normal, ce que mes élèves préfèrent, c'est la confection de vêtements, explique Pascale Bouthemy, directrice adjointe du lycée professionnel Notre-Dame-du-Roc, spécialisé dans le tertiaire et la mode, à la Roche-sur-Yon. On a organisé un concours de fabrication de masques, mais tout le monde n'avait pas les matières premières et la machine à coudre professionnelle. »

Surtout, l'annulation des stages en entreprise, qui représentent 22 semaines sur 3 ans de formation pour un bac professionnel, a été une pénalité supplémentaire : « Ce sont des jeunes qui, s'ils ont du mal en français ou en histoire, s'éclatent en stage. C'est l'endroit où généralement ils se révèlent, analyse Pascale Bouthemy. J'ai d'ailleurs senti un nouveau décrochage après le déconfinement, beaucoup regrettaient de ne pas être en entreprise et ont un peu lâché prise. »

Même problématique en CFA, où l'apprentissage est une condition sine qua non. Les jeunes apprentis ont rejoints leurs entreprises aussitôt les cours suspendus, « travaillant parfois à un rythme effréné, si ce n'est épuisant », rapporte Nathalie Lictevout, qui précise que d'autres se sont

retrouvés au chômage technique, complètement désœuvrés : « Un élève m'appelait tous les jours, à la recherche de quelque chose à faire », raconte la formatrice.

La reprise, elle aussi, s'annonce semée d'embûches pour ces établissements : les locaux y sont souvent petits, tandis que la désinfection permanente des machines et outillages nécessiterait beaucoup de personnel et une perte de temps considérable. Quant à l'idée d'une « École ouverte » tout l'été, mentionnée par Jean-Michel Blanquer, afin de permettre aux décrocheurs de rattraper le temps perdu, elle ne suscite qu'un scepticisme unanime : « Rappeler nos élèves en juin-juillet ou en plein mois d'août, pendant des périodes où ils ne sont pas habitués à venir, sera très compliqué », commente ainsi Olivier Beaufre.